

PIERRE RIGOULOT

**COUCHER DE SOLEIL SUR
LA HAVANE**

**LA CUBA DE CASTRO
1959-2007**

Flammarion

Extrait de la publication

Coucher de soleil sur La Havane

Du même auteur

- Le Croque-Rave libertaire, histoire d'un ouvrier du pays de Montbéliard*, Paris, Éditions Les Presses d'aujourd'hui, 1980
- Des Français au goulag*, Paris, Fayard, 1984
- L'Yonne dans la guerre 1939-1945*, Paris, Horvath, 1987
- La Tragédie des Malgré-Nous*, Paris, Denoël, 1990
- Les Paupières lourdes, aveuglements et indignations en France sur le goulag*, Paris, Éditions universitaires, 1991
- Les Enfants de l'épuration*, Paris, Plon, 1993
- L'Alsace-Lorraine pendant la guerre 1939-1945*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je », 1997
- Le Livre noir du communisme* (coll.), Paris, Robert Laffont, 1997
- Un pavé dans l'histoire* (avec Ilios Yannakakis), Paris, Robert Laffont, 1998
- Les Aquariums de Pyongyang* (avec Kang Chol Hwan), Paris, Robert Laffont, 2000
- Le Siècle des camps* (avec Joël Kotek), Paris, Lattès, 2000
- Corée du Nord, État voyou*, Paris, Buchet-Chastel, 2003
- L'Antiaméricanisme, critique d'un prêt-à-penser rétrograde et chauvin*, Paris, Robert Laffont, 2004

Pierre Rigoulot

Coucher de soleil sur La Havane
La Cuba de Castro
1959-2007

Flammarion

© Flammarion, 2007
ISBN : 978-2-0806-8407-3

À María et Manuel

Introduction

Fidel Castro a fêté ses quatre-vingts ans sur un lit d'hôpital, le 13 août 2006. Quelques images furent diffusées à cette occasion. Les soupçons de montage étaient tels qu'aucun détail ne fut négligé pour les démentir, comme celui de faire apparaître clairement, dans un des documents livrés à la presse, la date du journal que le dirigeant cubain parcourait.

Des figures connues ont été filmées, rendant visite au vieillard affaibli : Raul Castro, son frère, mais aussi Hugo Chavez, le président vénézuélien, ou Koffi Annan, le secrétaire général de l'ONU.

Mais nul ne savait, quatre mois après l'annonce du remplacement de Fidel Castro par son frère Raul, à la tête du Parti et de l'État, ce qui se tramait au sein du Parti, si une personnalité était capable de rivaliser avec le frère tout juste adoubé. À peine s'étonnait-on de l'absence, dans la direction collégiale choisie par Raul pour le seconder, de l'absence d'une personnalité aussi importante que Ricardo Alarcon, le président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire. Comme si la lutte pour la succession avait déjà commencé.

La célébration officielle de cet anniversaire fut repoussée au 2 décembre 2006, mais elle se fit sans Castro, dont on ne communiqua alors aucune photo, aucun portrait. Les dernières images, datant du 28 octobre précédent, étaient celles d'un vieillard aux yeux angoissés.

Une seule certitude s'impose : mort ou vivant, son fantôme planera encore un temps sur Cuba : « Vivant, le caudillo était omniprésent, comme le notait l'historien cubain en exil, Rafael Rojas, comment lui assurer une existence, de l'influence, une fois la mort venue¹ ? » Tout dépend du rôle que ses successeurs entendent alors lui faire jouer : celui de Père de la Nation ? D'instaurateur du socialisme ? Il n'est pas

sûr que la population actuelle, majoritairement née après la révolution, souhaite que se perpétue la présence, même fantomatique, du *lider maximo*. Et rien n'assure que les différents candidats à sa succession aient les mêmes projets et donc les mêmes besoins.

Plutôt que se livrer dès maintenant au jeu incertain des pronostics et des scénarios de transition ou de succession, il paraît utile de dresser un bilan de la révolution castriste. Non seulement en faisant le point sur ce qu'elle est devenue et sur les fruits rabougris qu'elle donne encore aujourd'hui, mais aussi en étudiant les choix qui furent opérés aux étapes importantes de son histoire, leur caractère judicieux ou préjudiciable, tout comme les options volontairement, et souvent malheureusement, délaissées.

Il n'est pas question de succomber aux charmes faciles d'un modèle biologique de l'histoire de cette révolution qui annoncerait, après une jeunesse fougueuse, brillante et même admirable, des signes prématurés ou attendus de sénescence. Il y a une constance du pouvoir castriste, de son idéologie, de son personnel politique, et de ses ambitions, qui n'a rien à voir avec un vieillissement progressif et naturel. Ce modèle biologique est pourtant plus utilisé qu'on ne le croit, notamment dans sa variante d'extrême gauche, pour laquelle la révolution des premiers temps, vigoureusement défendue par des guérilleros radicaux reconnus du monde entier, se serait laissé gagner par la dégénérescence bureaucratique, comme cela s'est produit en Union soviétique.

Les deux modèles, l'antistalinien – qui aimerait sauver la révolution castriste contre Castro lui-même – et le biologique – qui, corollaire obligé, attend de la mort de Castro un déblocage de la situation, et pourquoi pas un retour aux origines – ne sont pas éloignés l'un de l'autre. Le premier fut proposé par le cinéaste Pedro Almodovar, le 29 septembre 2003 à Paris, sous les applaudissements d'une partie de l'intelligentsia parisienne et de quelques ténors politiques, réunis au Théâtre du Rond-Point, au bas des Champs-Élysées. Le réalisateur de *Talons aiguilles* et de *La Mauvaise Éducation*, bien en phase avec la gauche parisienne, en appela à une nouvelle révolution contre l'establishment dictatorial en place. Sinon, il valait mieux que Castro s'en aille ! Le castrisme des premiers temps avait pour lui la jeunesse et la fougue d'une révolution vraie. Le second, à ses yeux, connaissait une vieillesse acariâtre et faisait lourdement sentir une chape de plomb de type stalinien².

Tirer le bilan du castrisme n'est pas seulement montrer où il en est arrivé mais par quels chemins. La révolution fut-elle trahie ou l'égoïsme de son chef, l'incompétence de ses cadres, la brutalité de la répression, les choix économiques sans avenir et les liens avec l'URSS ont-ils plombé son destin dès le début ?

Les étapes de la révolution cubaine, celles que le régime dit avoir franchies, ne sont pas seulement des moments historiques révolus. Elles ont longtemps nourri les mythologies actuelles favorables au régime et, à ce titre, font partie intégrante du bilan à dresser aujourd'hui : le triomphe de la guérilla contre la dictature de Batista, la résistance à l'hostilité américaine, prolongée presque naturellement en socialisme de type marxiste-léniniste ; le partenariat conflictuel avec l'URSS, et ses grandes « missions internationalistes », enfin la lutte, coûte que coûte, pour la survie du régime.

Les promesses, sans cesse renouvelées par le régime et toujours démenties de temps meilleurs, sur l'économie, la société, la démocratie et sur les deux domaines dont le régime se dit particulièrement fier, la santé et l'éducation, sont, elles aussi, primordiales pour comprendre la destinée de l'île cubaine.

Pour mieux comprendre le parcours castriste de Cuba, il faut comparer l'île avec les pays voisins – les défenseurs du régime l'ont toujours fait – et réfléchir à ce qu'elle aurait pu être si avaient été favorisées une politique démocratique et une économie de marché. Il est en effet trop facile de confronter les résultats cubains en matière de santé et d'éducation avec des régimes corrompus et dictatoriaux du tiers-monde. Au royaume des aveugles, il arrive que le borgne cubain soit roi. Mais ni ces pays, toujours mis en avant (Pérou, Équateur, Guatemala, Salvador, entre autres), ni Cuba n'en seraient encore là où ils sont aujourd'hui si des régimes démocratiques y avaient appliqué auparavant une politique économique différente de la leur. Les recettes collectivistes cubaines ne constituent pas une alternative à l'incompétence oligarchique et à la corruption. Elles se sont avérées incapables d'éviter le lent délitement social, économique et militaire qui afflige aujourd'hui la société cubaine, et ne favorisent guère une population jadis pleine d'espoirs et aujourd'hui amère.

Ces choix ont même peu à peu perverti l'évolution constatée dans des domaines comme la santé et l'éducation. Propagande et endoctrinement plutôt qu'enseignement populaire, secteur de pointe pour l'élite et produit d'exportation plutôt que médecine démocratique, voilà en fin de compte les fleurons du régime de Fidel Castro.

*

Le castrisme s'est construit dans une relation essentiellement antagonique avec l'« impérialisme américain », les régimes conservateurs ou « réactionnaires » de l'Amérique latine et, plus largement, du tiers-monde, qu'il s'agissait de « libérer ». L'alliance avec les Soviétiques a trouvé son meilleur terrain d'application dans les guerres africaines, mais elle s'exerçait au fond dans le monde entier, à travers des institutions internationales comme l'ONU, le Mouvement des non-alignés, et avec le système communiste international dont Cuba fut un élément dynamique, spécifique mais jamais indépendant.

De Cuba-la-révolutionnaire, longtemps signe de ralliement d'une partie de la jeunesse européenne révolutionnaire et contestataire, et véritable mythe aux yeux du monde extérieur, il reste une image très particulière. Un rien jaunie, ternie. L'île ne suscite plus guère d'enthousiasme, même chez les révolutionnaires. Mais on ne sait quelle indulgence subsiste ici et là, dans l'opinion publique, pour son opposition aux États-Unis et sa référence à la révolution. Mythe dans le mythe, les yeux farouches et la barbe romantique d'un de ses éphémères leaders, Che Guevara, ornent par millions les tee-shirts d'adolescents occidentaux depuis des décennies.

*

Les représentations françaises et occidentales de la révolution cubaine, avec leurs brouillages, leurs mirages, leurs enthousiasmes, leurs reniements, ont aussi une histoire, différente de la première, avec ses étapes propres qui ne correspondent pas nécessairement aux moments les plus forts de la révolution cubaine. Le sort humiliant que le pouvoir castriste fit subir à un intellectuel comme Heberto Padilla en 1971, la répression récurrente des homosexuels ou encore le départ – la fuite – de cent vingt-cinq mille Cubains en 1980, ont fortement contribué à faire retomber en France le mouvement, non pas unanime mais assez largement majoritaire, favorable au castrisme. Chaque grand et petit moment ont suscité des réactions, entraîné des polémiques, engendré des adhésions et des rejets. Il s'agit là encore de faire le point, de mieux comprendre de quoi était faite l'adhésion à la révolution castriste, de dégager les étapes par lesquelles beaucoup d'admirateurs du castrisme « en sont revenus » et par lesquelles un désenchantement s'est largement répandu.

De comprendre pourquoi enfin, à Paris comme ailleurs, la révolution cubaine et Fidel Castro ont suscité chez certains, jusqu'au dernier moment, des sentiments d'approbation et de nostalgie et pourquoi beaucoup voient non sans plaisir le soleil se coucher sur La Havane.

Dentro

À L'INTÉRIEUR

CHAPITRE I

Castro et Batista : le jour et la nuit ?

De retour de son premier voyage à Cuba, un peu plus d'un an après le triomphe de la révolution, Jean-Paul Sartre désigna Fulgencio Batista, le dirigeant cubain renversé par Castro, comme une « brute imbécile », un être « cruel et grotesque », « avide et méchant ». C'est, à l'entendre, un « singe » et plus précisément « un chimpanzé [qui] prit le pouvoir en 1952¹ ».

Bien éloigné du radicalisme sartrien, Carlos Alberto Montaner, une des figures de l'opposition cubaine à Madrid, ajoute que Fulgencio Batista est « profondément ignorant et véritablement vulgaire² ». C'est « un caudillo militaire sans le moindre génie pour les tâches qui étaient les siennes » et « un leader politique sans le moindre enracinement populaire³ ». Quelqu'un de très vénal aussi.

Sans doute. Mais le personnage n'était pas si simple, et il vaut la peine d'aller au-delà de ces jugements peu flatteurs. Né le 16 janvier 1901, Fulgencio Batista, issu d'une famille de petits paysans, avait commencé à gagner sa vie à l'âge de neuf ans. Entré dans l'armée comme simple soldat, il était devenu sergent, mais son ascension s'accéléra en septembre 1933 quand, après avoir été favorable aux conjurés qui avaient chassé un mois auparavant le dictateur Geraldo Machado, il prit une part active au renversement du président Cespedes, son successeur. Bon orateur, faisant preuve de détermination, il signa un manifeste pour une Assemblée constituante et une nouvelle Cuba, s'affirma comme dirigeant de fait des militaires et se fit nommer colonel puis confirmer officiellement comme chef de l'armée en novembre. Il était désormais le vrai maître du jeu politique, comme le souligne Hugh Thomas⁴.

Il se bâtit alors une réputation d'homme d'ordre en interdisant les perquisitions hors de conditions réglementaires strictes, mais aussi en

réprimant, à sa droite, des officiers soulevés à La Havane⁵ et, à sa gauche, une manifestation illégale organisée par les communistes en septembre 1933 lors du retour du Mexique des cendres de Julio Antonio Mella, le fondateur de leur parti, assassiné quelques années plus tôt.

Batista, avec ses yeux un peu bridés et ses pommettes hautes, avait sans nul doute du sang indien et africain dans les veines. Il ne plaisait pas à la bourgeoisie blanche d'origine espagnole. Juan Vives, un ancien des services secrets cubains, raconte dans un livre de souvenirs⁶ qu'elle l'avait toujours éloigné de ses clubs privés, comme le Havana Yacht Club ou le Havana Biltmore. Dans ces milieux, Batista passait aussi pour un homme de gauche. Ne racontait-on pas qu'on l'avait vu, alors qu'il était greffier au Conseil de guerre, « arracher des prévenus aux exécutions sommaires de la police en les accompagnant lui-même à la sortie du tribunal⁷ » ? Que ses rapports avec les communistes s'étaient bien améliorés depuis son coup d'État ?

De fait, selon une résolution du Comité central du Parti communiste cubain – appelé Parti socialiste populaire à partir de 1944 –, le plus puissant des partis communistes d'Amérique latine, Batista avait cessé d'être le « centre de ralliement de la réaction » et était désormais perçu comme un « défenseur de la démocratie⁸ ». Sorte de Nasser cubain avant la lettre, aux yeux de Hugh Thomas, très apprécié des couches les plus pauvres de la population, Batista prit diverses mesures sociales en faveur des travailleurs du sucre et du tabac. Il promulgua en décembre 1937 une amnistie politique générale. Le 1^{er} mai 1938, *Hoy*, dont chacun savait à La Havane qu'il était dirigé par les communistes, sortait des presses sans être inquiété. Le Parti communiste opta en juillet 1938 pour un soutien critique à Batista⁹. Son secrétaire général Blas Roca, accompagné de Joaquin Ordoqui, un autre dirigeant communiste, rencontra Batista. Les communistes appuieraient le projet de Batista d'Assemblée constituante et ne s'opposeraient pas systématiquement à ses amis lors des prochaines élections. En retour, Batista déclara que le Parti communiste était un parti démocratique et renonçait à l'emploi de la violence. « À ce titre, il était en droit d'avoir le même statut que tout autre parti¹⁰. » En septembre 1938, le PC cubain était légalisé officiellement et, à la mi-janvier 1939, tenait légalement son troisième congrès à La Havane. De Moscou, la direction du Comintern fit savoir que « ceux qui travaillaient à la chute de Batista n'agissaient plus dans l'intérêt du peuple cubain¹¹ ». Batista avait changé : « Il ne représentait plus le centre des tendances réactionnaires », il avait fait « de grandes concessions au mouvement démocratique populaire » et semblait « se rappeler à nouveau son passé

révolutionnaire ». Tel Louis XVI se décidant à convoquer les États généraux en présence de la banqueroute imminente, Batista prouvait « qu'il savait s'incliner devant la volonté du peuple ».

Bientôt, la CTC, la Confédération des travailleurs de Cuba, était créée publiquement, sans difficulté particulière, en janvier 1939, bien qu'elle eût à sa tête le communiste Lazaro Peña, dirigeant noir des syndicats du tabac.

Le temps n'était décidément plus à l'hostilité ouverte envers les communistes. Et leurs dirigeants en étaient si conscients qu'ils soulignaient le nouveau visage, favorable aux ouvriers, du gouvernement Batista, dans leur presse ou lors des meetings de leur parti.

Après avoir fait adopter une constitution respectée aujourd'hui encore par de nombreux juristes – on l'a comparée à celle de Weimar de 1920 ou à la Constitution espagnole de 1931 –, Batista se présenta à l'élection présidentielle de juillet 1940 qu'il remporta haut la main, avec le soutien d'une « coalition socialiste-démocratique » animée par les communistes et le centre gauche. Ce dictateur, aujourd'hui réputé d'extrême droite, offrit en mars 1943 au numéro un du Parti communiste, le poète Juan Marinello, un poste de ministre (certes, sans portefeuille). Quand il se présenta aux élections sénatoriales, Marinello fut remplacé au gouvernement par un autre communiste, Carlos Rafael Rodriguez, un des futurs dirigeants du régime castriste.

On peut parler d'une véritable lune de miel entre les communistes et Batista dans les années qui suivirent. Le mot n'est pas trop fort : le 16 janvier 1944, *Hoy* présentait Batista comme l'« idole du peuple, le grand homme de notre vie politique nationale, l'homme qui incarne les idéaux sacrés de la nouvelle Cuba¹² ». En un sens, les communistes lui devaient bien cela. Grâce à cette alliance, leur parti allait passer de dix mille membres en 1938 à vingt-trois mille en 1944.

On s'en doute : ni les communistes ni Batista n'étaient dénués d'arrière-pensées politiques. Chacun tentait d'utiliser l'autre comme une force d'appoint pour atteindre ses objectifs politiques propres, dans un contexte international propice au rapprochement des États-Unis et des démocraties occidentales avec tout ce qui était lié de près ou de loin à l'URSS, la « Grande Alliée » contre le nazisme.

À la fin de son mandat en juin 1944, Batista vit non sans déplaisir Carlos Salagrinas, le candidat qu'il appuyait, perdre les élections face à sa vieille connaissance en politique, Ramon Grau San Martin. Batista abandonna le pouvoir « normalement » et se retira de la politique. Quant à Grau San Martin, d'abord accueilli avec espoir, il dilapida

rapidement son capital de popularité. Quatre ans après son accession au pouvoir, il était accusé de tous les maux, de l'augmentation du coût de la vie comme du développement du marché noir à La Havane, des scandales financiers, des assassinats de militants politiques et de la corruption qui s'étendait jusqu'au gouvernement et au sommet de l'État. La presse parla même à l'époque de « gouvernement de la malhonnêteté et de l'indignité¹³ ».

L'avocat Carlos Prio Socarras, candidat du Parti révolutionnaire cubain (authentique), en fait libéral et conservateur¹⁴, succéda en 1948 à Grau San Martín, représentant du même parti. Carlos Prio fit, lui aussi, de la lutte contre la corruption son cheval de bataille – à vrai dire, c'était une rhétorique obligée. Mais sa présidence se ressentit de la guerre froide. Influencé par le modèle américain de l'époque, il entra rapidement en conflit avec les communistes et les écarta de la direction des syndicats.

Batista, qui s'était entre-temps retiré à Dayton Beach, en Floride, revint en politique et se fit élire sénateur de Las Villas, une ville et une province du centre du pays, le 20 novembre 1948. Il allait se présenter, du moins le pensait-on, à la présidentielle prévue en juin 1952, devant un électorat qui savait gré au Président sortant de la création d'une Cour des comptes et de l'ouverture de caisses de crédit à destination des classes populaires, mais lui reprochait d'avoir trempé dans un certain nombre d'affaires financières louches.

L'aspiration à un changement semblait profonde dans la population cubaine, et Batista pouvait imaginer l'emporter. C'est sans doute pourquoi un certain Fidel Castro, alors leader des organisations estudiantines et futur avocat de vingt-cinq ans, le rencontra discrètement dans sa *finca*, son ranch. Castro souhaitait briguer un siège de député et obtenir un poste important malgré son âge : pourquoi pas, par exemple, le ministère de l'Éducation nationale ?

Batista lui promit une place de choix, mais l'Histoire en décida autrement. La campagne électorale permit à Roberto Agramonte, professeur de sociologie à l'université de La Havane, candidat du parti orthodoxe, de s'affirmer. Les espoirs populaires se tournaient de plus en plus vers lui. Fulgencio Batista, qui n'avait plus le soutien des communistes du Parti socialiste populaire, perdit peu à peu de sa superbe dans les sondages. Aussi, le 10 mars 1952, à moins de trois mois du scrutin, l'ancien chef de l'armée cubaine lançait – et réussissait – un nouveau coup d'État.

Pour tout le monde à Cuba, il survint comme une surprise : Batista semblait fier de « sa » constitution de 1940 et de l'œuvre accomplie durant son mandat démocratique. Nul ne pensait qu'il s'écarterait d'une légalité qu'il avait contribué à fonder.

Lui-même, dans un message radiodiffusé, minimisa le coup porté au droit, prétendit qu'il avait été rendu nécessaire par la menace d'un coup d'État projeté par Prio, et annonça qu'il rendrait au plus vite sa « tranquillité au peuple ». Cuba s'acquitterait de ses obligations internationales, respecterait la propriété privée et, « après la période nécessaire au rétablissement de l'ordre », élirait librement un gouvernement.

Comme le fit remarquer *L'Observateur*, l'ancêtre du *Nouvel Observateur*, du 20 mars 1952, « il se proposait d'être un *dictateur doux* et même, peut-être, de provoquer des élections... et de les gagner ».

Le régime qu'il avait mis en place, régime qu'il appelait lui-même « démocratie disciplinée », a été comparé à tort au régime nazi ou fasciste¹⁵. Devant l'absence d'idéologie totalitaire, de parti unique et d'exclusion ciblée de catégories raciales ou sociales, *L'Observateur* préférait plus justement parler de « populisme dictatorial » et de « péronisme avant Peron ». Tout comme ce dernier, Batista « représentait une caste : celle des officiers, et une sous-classe, celle des *peones*, les Noirs des plantations et des quartiers misérables des villes, qui lui servaient de force populaire... ».

Le coup d'État fut accueilli par la population avec une certaine indifférence¹⁶. Les dirigeants syndicaux, hésitants, appelèrent à la grève générale avant d'annuler leur mot d'ordre. Prio quitta le pays le lendemain.

La France reconnut rapidement ce gouvernement, pourtant issu d'un *pronunciamento*. Il est vrai qu'elle avait de bonnes raisons d'apprécier le nouveau maître de La Havane. Celui-ci avait été, en mars 1942, le seul chef d'État d'Amérique latine – avec celui de Haïti – à reconnaître le Comité national français à Londres et, en novembre de la même année, le premier dans toute l'Amérique à rompre avec Vichy puis à établir des relations diplomatiques avec le Gouvernement provisoire de la République française du général de Gaulle. À l'aube de son mandat, la diplomatie française faisait confiance à Batista : « La nouvelle équipe gouvernementale a impressionné favorablement l'opinion qui a pu voir en elle des personnalités de valeur, expliqua l'ambassadeur de France, Philippe Grousset. La qualité intellectuelle de ses membres et la sympathie que ceux-ci ont constamment manifestées pour la France permettent d'avoir la croyance de trouver en eux des interlocuteurs compréhensifs et utiles¹⁷. »

Si la France n'eut aucune réticence à officialiser la reconnaissance de Batista, titulaire de la croix de commandeur de la Légion d'honneur, ce ne fut pas le cas des États-Unis, qui s'inquiétèrent par exemple de ce qu'un de ses nouveaux ministres, Miguel Angel Campa, ait

Composition et mise en page



N° d'édition : L.01ELIN000117N001
Dépôt légal : février 2007

Extrait de la publication